

Au-delà de débrouille:

L'entrepreneuriat des jeunes et l'avenir
des emplois verts en Afrique

Ashangwa. H, longole. L. A., Nyamugure. Z, Silas H

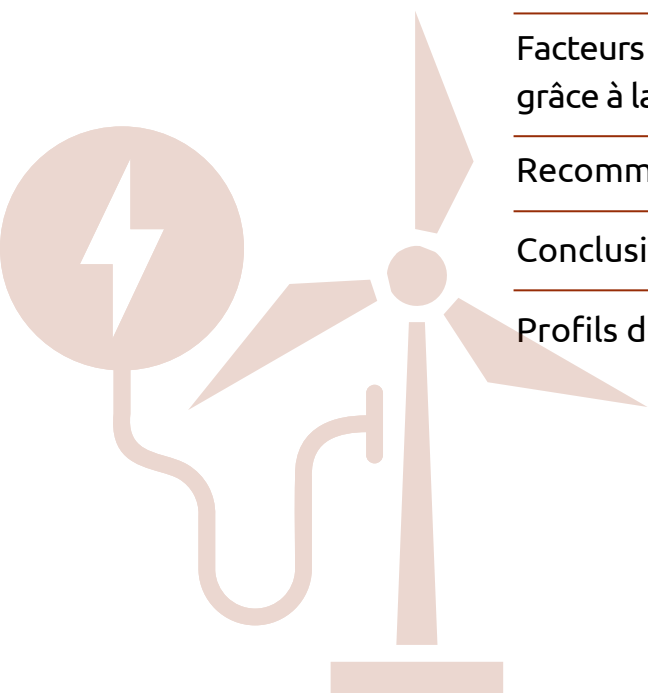
Avec le soutien de:

Malomalo. M, Manenji. S



Table des matières

Liste des figures.	1
Résumé	2
Conception et méthodologie de la recherche	3
Introduction	5
Compréhension de l'entrepreneuriat chez les jeunes et des emplois verts	6
Défis et obstacles à l'entrepreneuriat chez les jeunes	8
Facteurs contribuant à la croissance du secteur économique grâce à l'entrepreneuriat des jeunes	14
Moteurs de l'entrepreneuriat chez les jeunes	14
Facteurs favorisant la croissance du secteur économique grâce à la jeunesse Esprit d'entreprise	16
Recommandations	19
Conclusion	20
Profils de jeunes chercheurs	24



Liste des figures

Figure 1 : Portée de l'enquête ventilée par sexe. **3**

Figure 2 : Obstacles à l'entrepreneuriat ventilés par sexe. **8**

Figure 3 : Obstacles rencontrés par les jeunes entrepreneurs. **9**

Figure 4 : L'éducation comme moyen de préparer les jeunes à l'entrepreneuriat (données d'enquête) **5**

Figure 5 : Comparaison entre les sexes en matière de connaissance des marchés émergents (données d'enquête) **5**

Figure 6 : Obstacles à la création d'une entreprise sur les marchés émergents, données d'enquête **11**

Figure 7 : Défis auxquels sont confrontés les jeunes dans création d'entreprises **12**

Figure 8 : Efficacité des politiques gouvernementales dans le soutien à l'entrepreneuriat chez les jeunes (données d'enquête) **13**

Figure 9 : Rôle du gouvernement dans le soutien à la croissance des start-ups **16**

Figure 10 : Rôle du gouvernement dans le soutien aux start-ups **17**

1. Résumé

Cette étude continentale menée par des jeunes synthétise les conclusions d'une trilogie d'articles interconnectés qui explorent chacun des aspects critiques du développement des jeunes en Afrique. La recherche explore : (1) la participation significative des jeunes à la gouvernance et à l'élaboration des politiques ; (2) l'entrepreneuriat des jeunes et les emplois verts ; et (3) la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). Menée dans 14 pays africains et mise en œuvre par 27 jeunes chercheurs, l'étude amplifie les diverses perspectives des jeunes recueillies à travers des enquêtes, des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés. Les résultats soulignent les obstacles systémiques persistants, l'exclusion financière, les systèmes éducatifs inadaptés, la stigmatisation socioculturelle, les contraintes bureaucratiques et le tokenisme politique qui entravent la capacité des jeunes à contribuer au développement durable. Les principales conclusions révèlent un fort intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat comme voie vers l'indépendance économique, une prise de conscience émergente mais limitée des emplois verts, des mythes et une stigmatisation largement répandus qui entravent l'adoption des DSSR, et une participation largement symbolique aux espaces décisionnels formels.

La trilogie propose des recommandations transversales : développer l'éducation financière et entrepreneuriale adaptée aux jeunes ; institutionnaliser la représentation des jeunes avec une responsabilité exécutoire ; étendre l'éducation et les services complets et adaptés à la culture en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs ; et tirer parti des plateformes numériques et du dialogue intergénérationnel pour amplifier la co-crédation des jeunes. Ces recommandations fondées sur des données probantes s'alignent sur la Vision commune UA-UE pour 2030 et visent à transformer les idées des jeunes en politiques et programmes efficaces, en reconnaissant les jeunes Africains comme des co-concepteurs actifs de leur avenir plutôt que comme des bénéficiaires passifs.

Ainsi, ce document met en lumière l'entrepreneuriat des jeunes, une voie essentielle vers l'autonomisation économique des jeunes Africains. Pour obtenir des informations complètes sur les domaines connexes, les lecteurs sont invités à consulter les documents d'accompagnement consacrés à la participation significative des jeunes

<https://restlessdevelopment.org/?s=research> et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs **<https://restlessdevelopment.org/?s=research>**, qui offrent ensemble une compréhension holistique des défis et des opportunités auxquels sont confrontés les jeunes à travers le continent.



2. Conception de la recherche et méthodologie

Cette étude est une initiative de recherche continentale menée par des jeunes qui a utilisé une méthode mixte et une conception participative fondée sur la méthodologie en six étapes de Restless Development, dirigée par des jeunes. L'objectif général de la recherche était d'éclairer les priorités en matière de plaidoyer qui guident les efforts régionaux et transcontinentaux liés au partenariat UA-UE, en mettant particulièrement l'accent sur l'identification des besoins, des obstacles et des priorités des jeunes Africains dans le cadre de la Vision commune UA-UE pour 2030, qui met l'accent sur l'investissement, la paix, la santé, l'action climatique et l'inclusion des jeunes (Union africaine et Union européenne, 2022).

Une analyse documentaire systématique a permis d'identifier trois domaines thématiques clés : la participation significative des jeunes à l'élaboration des politiques, l'entrepreneuriat mené par les jeunes, et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). Ces domaines ont été sélectionnés afin de combler les lacunes, de relever les défis identifiés, et d'apporter des données probantes aux hackathons continentaux Youth Power Hackathons axés sur la responsabilité, les campagnes et le plaidoyer menés par les jeunes.

Objectif général : Explorer le rôle d'une participation significative des jeunes dans l'élaboration des politiques, l'entrepreneuriat dirigé par les jeunes et les initiatives en matière de santé reproductive dans la promotion du développement socio-économique de l'Afrique.

Objectifs spécifiques

- Analyser comment la participation des jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques contribue au développement socio-économique des pays africains.
- Étudier la contribution de l'entrepreneuriat mené par les jeunes à la croissance et à la diversification économique.
- Examiner l'influence des normes culturelles et sociétales sur l'accès et l'utilisation des méthodes contraceptives modernes chez les jeunes adultes.
- Proposer des stratégies pour accélérer la participation des jeunes à la prise de décision en matière de santé sexuelle, d'entrepreneuriat et de politiques publiques pour le développement durable.

La collecte de données a été effectuée dans 14 pays. [1] et a été menée en anglais, en français et en arabe afin de garantir l'inclusivité et la sensibilité culturelle. L'équipe de recherche, composée de 27 jeunes chercheurs, a co-conçu les instruments de recherche, dirigé le travail sur le terrain et veillé à l'adéquation contextuelle tout au long du processus. Les méthodes de collecte de données comprenaient 98 discussions de groupe (n=955), 151 entretiens avec des informateurs clés représentant la société civile, des chefs d'entreprise et des professionnels de la santé, et 1 463 réponses à l'enquête (722 femmes, 741 hommes), comme l'indique la figure 1. La tranche d'âge ciblée pour la recherche était celle des 15-35 ans.

Pays	Femme	Homme	Préfère ne pas répondre	Total général
Burkina Faso	52	81	7	140
Burundi	33	74	2	109
Cameroun	49	43	17	109
Ghana	50	55		105
Kenya	46	54	2	102
Nigeria	91	57		148
Sénégal	20	15		35
Sierra Leone	45	49	7	101
Soudan du Sud	55	60	1	116
Tanzanie	52	54	1	107
Tunisie	19	18		37
Ouganda	46	74	12	132
Zambie	92	15		107
Zimbabwe	72	43		115
Total général	722	692	49	1463

Figure 1 : Portée de l'enquête ventilée par sexe

Les données qualitatives ont été analysées de manière inductive à l'aide du logiciel NVivo afin d'identifier les thèmes émergents, tandis que les données quantitatives ont été résumées à l'aide de statistiques descriptives dans Excel. Des garanties éthiques ont été rigoureusement mises en œuvre, notamment l'obtention du consentement éclairé, la garantie de la confidentialité, l'utilisation d'approches adaptées à l'âge et la prise en compte minutieuse des rapports de force, en particulier dans les contextes liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

[1] Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Ghana, Kenya, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, South Sudan, Tanzania, Tunisia, Uganda, Zambia, Zimbabwe

Limites

Bien que l'étude reconnaisse certaines limites, telles que la couverture rurale inégale et sa conception transversale (qui limite l'inférence causale), la collecte de données numériques et les partenariats locaux ont contribué à atténuer cet écart; la conception transversale a limité l'analyse causale, se concentrant plutôt sur les associations et les tendances. Un financement supplémentaire permettrait une représentation géographique plus large et une exploration longitudinale. L'approche trilingue et dirigée par des jeunes renforce sa validité en mettant l'accent sur les expériences vécues, en améliorant la triangulation et en générant des données exploitables pour éclairer les politiques de l'UA et de l'UE et les programmes axés sur les jeunes. Cette approche garantit non seulement la prise en compte de voix diverses, mais renforce également la pertinence et l'applicabilité des résultats pour les décideurs politiques et les parties prenantes, contribuant en fin de compte à des interventions plus efficaces et mieux adaptées aux jeunes.



1. Introduction

La population jeune en Afrique connaît une croissance rapide et représente une part importante de la population totale du continent. Si cette explosion démographique offre un potentiel incroyable pour la croissance économique et le développement social, les jeunes Africains sont confrontés à de nombreux défis qui nuisent à leur bien-être et limitent leurs possibilités d'avancement.

Les taux de meurs des jeunes en Afrique sont parmi les plus élevés au monde, et beaucoup de jeunes ont du mal à trouver un emploi stable et correctement rémunéré. Au Zimbabwe, 28,9 % des jeunes âgés de 15 à 35 ans sont au chômage, et près de la moitié des jeunes âgés de 18 à 35 ans (46 %) recherchent activement un emploi (Banque mondiale, 2025). En Afrique de l'Ouest, de nombreux jeunes entrent tôt sur le marché du travail, souvent sans avoir terminé leurs études ou acquis les compétences nécessaires, ce qui limite leurs possibilités d'emploi et leur mobilité ascendante (Statista, 2024).

Parmi les facteurs qui contribuent à ce défi, on peut citer la croissance démographique rapide, l'insuffisance des possibilités d'éducation et l'inadéquation entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail (Banque mondiale, 2020). En outre, malgré les progrès réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation dans de nombreux pays africains, des disparités importantes persistent, en particulier dans les zones rurales et parmi les populations traditionnellement marginalisées (Spectator Africa, 2025). La médiocrité des infrastructures, la pénurie d'enseignants qualifiés et les obstacles financiers empêchent de nombreux jeunes d'accéder à une éducation de qualité, perpétuant ainsi les cycles de pauvreté et d'inégalité (Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO, 2020).

Les efforts visant à lutter contre le chômage des jeunes en Afrique par le biais de l'entrepreneuriat ont pris un élan considérable, les gouvernements et le secteur privé reconnaissent l'entrepreneuriat comme une solution clé pour la création d'emplois et l'expansion.

Les jeunes Africains choisissent de plus en plus l'entrepreneuriat plutôt que l'emploi traditionnel, poussés par les opportunités d'emploi formel limitées et soutenus par des écosystèmes entrepreneuriaux en expansion qui fournissent des financements, du mentorat et des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes (Afybc, 2025).

Le partenariat UA-UE s'est activement attaqué au chômage des jeunes en accordant la priorité à l'entrepreneuriat comme vecteur clé du développement durable. Au cœur de ces efforts se trouve l'Académie Afrique-Europe pour la jeunesse (AEYA), qui investit 50 millions d'euros dans l'apprentissage formel et informel, les compétences en matière de leadership et la mise en réseau des jeunes. Elle comprend des volets visant à promouvoir la mobilité des jeunes, la formation, le mentorat et les événements locaux organisés par des jeunes, tous destinés à libérer le potentiel des jeunes pour qu'ils deviennent des agents du changement (Union africaine, 2025).

L'entrepreneuriat est également un élément essentiel de l'approche de l'UA et de l'UE en matière de transition écologique. Le partenariat soutient les entrepreneurs, les start-ups et les petites et moyennes entreprises (PME) africains qui développent des solutions innovantes dans les domaines de l'énergie propre, de l'agriculture durable, du recyclage et d'autres secteurs respectant la protection environnementale comme Oulu en Afrique de l'Ouest, WiseCool au Kenya[1] et OneGrid Energies Nigeria [2]. Le soutien prend la forme d'un financement, d'un mentorat, d'une incubation d'entreprises ou d'un accès aux marchés européens et africains. En donnant les moyens d'agir aux entrepreneurs, le partenariat UA-UE stimule l'innovation locale, crée des emplois et favorise des solutions communautaires adaptées aux défis et aux opportunités propres à l'Afrique (Commission européenne, 2000).

2. Compréhension de l'entrepreneuriat chez les jeunes et des emplois verts

L'entrepreneuriat des jeunes est essentiel pour l'innovation, la création d'emplois et la diversification économique en Afrique (Agyapong & Boateng, 2017; Banque mondiale, 2020). Cette étude confirme son rôle clé dans le développement durable axé sur l'innovation dans 14 pays.

Les jeunes considèrent l'entrepreneuriat comme une solution concrète aux problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien.

« Il y a des problèmes, et un homme d'affaires est essentiellement quelqu'un qui voit un problème dans la société et trouve un moyen de le résoudre, et en gros, nous payons cette personne pour qu'elle résolve ce problème à notre place. » Répondant, Nigeria.

Il est également considéré comme un moyen d'atteindre l'autonomie financière. Au Cameroun, par exemple, certains jeunes le décrivent comme leur seul moyen d'accéder à la liberté individuelle et économique. Une femme interrogée fait écho par cette déclaration :

« Selon moi, l'entrepreneuriat chez les jeunes consiste aujourd'hui à faire de son mieux pour se créer des sources de revenus. Cela peut passer par la vente d'articles sur le campus, ce qui peut aider à atteindre l'indépendance financière. Je pense que l'entrepreneuriat chez les jeunes englobe tous les efforts déployés par les jeunes pour atteindre un certain degré d'autonomie financière ou économique. » Répondante, Cameroun.

De nombreux jeunes souhaitent contribuer à l'économie africaine par le biais d'entreprises durables et respectueuses de l'environnement. Un informateur clé sénégalais explique :

« Aujourd'hui, plusieurs jeunes fabriquent des pavés à partir de déchets plastiques ou industriels. Non seulement ils réduisent l'accumulation des déchets, mais ils emploient également des jeunes pour fabriquer, transporter et installer ces pavés.

Ce type d'initiative contribue à lutter contre la dégradation de l'environnement tout en offrant des opportunités professionnelles durables. »

Les emplois verts sont considérés sous l'angle des rôles liés à la nature, des opportunités technologiques et de l'économie circulaire. C'est en Tunisie que la conception des emplois verts axée sur l'innovation était la plus nuancée. Lors des groupes de discussion, les participants ont décrit les emplois verts comme des solutions essentielles aux problèmes environnementaux concrets, soulignant les initiatives locales et l'évolution du rôle des grandes entreprises vers la durabilité. Une participante tunisienne a expliqué :

« Les start-ups vertes sont devenues de plus en plus essentielles en raison du besoin croissant de solutions durables. Ces start-ups s'attaquent à des défis tels que la pollution, le recyclage et le gaspillage alimentaire. Même les grandes entreprises comme Apple commencent à se mettre au vert, en essayant de réduire leurs déchets électroniques. En Tunisie, les ONG et les petites entreprises, en particulier dans le secteur de la mode, font un travail remarquable. Il existe même une marque qui fabrique des vêtements à partir de matériaux à base de cactus ! »

Pour beaucoup, les entreprises vertes sont des plateformes d'innovation et d'impact social. Une répondante burundaise décrit l'économie comme suit:

« L'économie verte, telle que je la comprends, englobe toutes les activités économiques qui génèrent des revenus tout en respectant l'environnement. Il s'agit de gagner sa vie sans nuire à l'environnement, et l'économie verte doit aller au-delà de la simple prévention des dommages ; elle doit également protéger et améliorer activement l'environnement. »

Dans les zones rurales, les jeunes envisagent les emplois verts sous l'angle de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Comme l'explique un répondant rural du Kenya :

[2] Développement d'unités de stockage réfrigérées à énergie solaire pour les cliniques rurales, permettant de conserver des vaccins et des médicaments pour plus de 3 000 personnes.

[3] Les fabricants de OnePlastic, une lanterne solaire fabriquée à partir de bouteilles recyclées, améliorent la santé et les moyens de subsistance dans les zones rurales

“ *Ce que je comprends de l'économie verte, c'est comment nous pouvons utiliser l'agriculture pour gagner de l'argent. Tout ce qui touche à l'agriculture, comment elle peut rapporter de l'argent aux jeunes sans nuire à l'environnement.* ”

Cependant, l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier dans le domaine de l'économie verte, est confronté à plusieurs défis qui limitent son impact.

3. Défis et obstacles à l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Les thèmes clés sont classés en cinq catégories d'obstacles : lacunes en matière de compétences et de connaissances, obstacles financiers, contraintes psychosociales et motivationnelles, exclusion sociale et identitaire, et obstacles structurels.

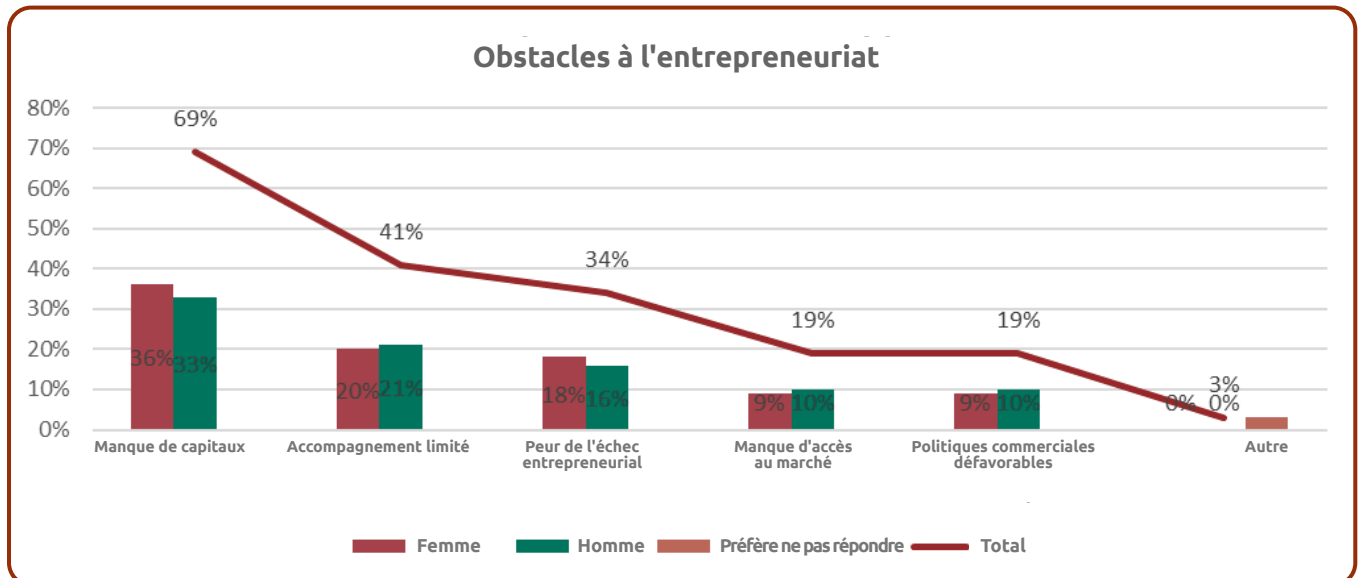


Figure 2 : Obstacles à l'entrepreneuriat ventilés par sexe

La figure 2 indique que les jeunes femmes sont légèrement plus nombreuses à ne pas disposer du capital nécessaire pour se lancer dans les affaires et à craindre l'échec entrepreneurial. La littérature suggère que les écarts de rémunération entre les sexes et les obligations familiales peuvent limiter l'accumulation de richesse chez les femmes. Les droits légaux à la propriété peuvent également être restreints dans certains contextes. En outre, les institutions financières et les investisseurs exigent souvent des garanties ou des investissements équivalents, que les femmes peuvent avoir du mal à fournir, ce qui est aggravé par les stéréotypes sexistes qui remettent en question la capacité des femmes à devenir entrepreneurs (Enterprise Research Centre, 2014). Cet obstacle financier conduit souvent les femmes à choisir des entreprises à faible potentiel de croissance.

3.1 Obstacles financiers

L'accès au financement est apparu comme la contrainte la plus fréquemment citée par les jeunes qui cherchent à créer ou à développer leur entreprise. Ce constat a été confirmé de manière constante par les sources de données qualitatives et quantitatives, soulignant le rôle central des contraintes de financement dans les défis liés à l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Lors d'entretiens et de discussions de groupe, les jeunes interrogés ont souligné à plusieurs reprises que le manque de capitaux constituait un obstacle majeur. Beaucoup de jeunes ont du mal à financer les coûts de démarrage, en particulier dans les entreprises vertes qui nécessitent des investissements importants en équipements et en infrastructures. Ces coûts sont prohibitifs, en particulier pour ceux qui viennent de zones rurales ou de milieux défavorisés.

L'accès au crédit est également très limité dans les 14 pays. Les personnes interrogées ont indiqué que les banques et autres institutions financières formelles exigent souvent des garanties ou imposent des conditions de crédit strictes, que les jeunes entrepreneurs, qui disposent généralement de peu ou pas d'actifs, ne sont pas en mesure de remplir. Cela a conduit de nombreux jeunes à considérer que les systèmes financiers formels ne sont pas conçus pour eux.

Les coûts élevés liés à la certification et à l'octroi de licences continuent d'entraver la croissance des entreprises proposant des produits et services verts.

Les subventions et les mécanismes de financement public ont souvent été décrits comme très compétitifs et limités dans leur portée. Les expériences des jeunes au Burundi illustrent cette limitation à travers des programmes tels que le « Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes » (PAEEJ). Le PAEEJ, ou Programme pour l'autonomisation économique et l'emploi des jeunes, a été lancé par le gouvernement du Burundi en avril 2021 pour lutter contre le chômage des jeunes. Avec plus de 50 % de la population âgée de 15 à 35 ans et environ 400 000 jeunes diplômés au chômage, le programme propose des formations professionnelles dans des domaines tels que la boulangerie, la mécanique moto, la soudure et la production audiovisuelle (données issues des discussions de groupe). Il encourage également l'esprit d'entreprise et vise à intégrer les jeunes dans la population active afin de stimuler la croissance économique. Bien que l' t bénéfique, La demande massive d'aide auprès du PAEEJ souligne le défi plus large auquel sont confrontés les jeunes pour accéder à des ressources publiques limitées et très convoitées afin d'accéder à l'autonomie financière.

Il peut être difficile de maintenir une entreprise en activité en raison des fonds limités disponibles pour les services essentiels, tels que les services juridiques et comptables. Des problèmes plus généraux, tels que l'instabilité économique et l'inflation, entravent la planification à long terme. Au Nigeria, la médiocrité des infrastructures numériques et le manque de fiabilité des systèmes de paiement entravent les opérations dans l'économie numérique. Dans des pays comme le Zimbabwe, l'inefficacité des institutions exacerbe ces difficultés, laissant les jeunes frustrés par le manque de soutien coordonné de la part des organismes chargés de l'allocation des ressources.

De plus, dans des pays comme le Nigeria, les jeunes entrepreneurs dans des secteurs tels que les énergies renouvelables se plaignent d'être pénalisés par des taxes à l'importation élevées. Par exemple, les panneaux solaires, qui sont classés dans la position 8501[1], sont soumis à des droits d'importation pouvant atteindre 10 % et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Même si ces entreprises s'attaquent à des défis environnementaux urgents, ces taxes élevées ont pour effet de réduire les incitations à innover.

[4] La rubrique 8501 désigne les moteurs et générateurs électriques, y compris les générateurs photovoltaïques (panneaux solaires) qui convertissent la lumière du soleil en énergie électrique. Ces articles comprennent souvent des équipements supplémentaires tels que des contrôleurs ou des onduleurs permettant d'alimenter directement en énergie utilisable des appareils ou des systèmes.



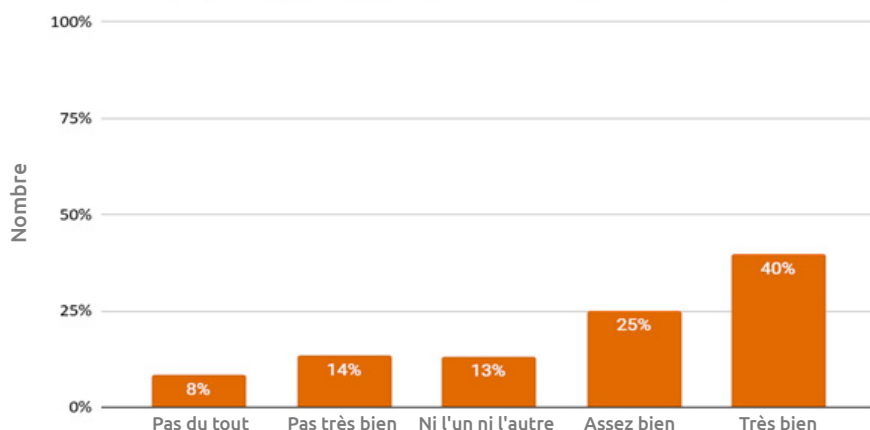
Figure 3 : Obstacles à l'entrepreneuriat chez les jeunes

Ces témoignages qualitatifs sont corroborés par les données de l'enquête, qui confirment la prédominance des obstacles financiers chez les jeunes entrepreneurs, comme l'indique la figure 3. La forte corrélation entre ces deux chiffres confirme le rôle important que joue l'exclusion financière dans les résultats de l'entrepreneuriat chez les jeunes. Les données démontrent collectivement un ensemble complexe de contraintes financières qui entravent non seulement la création d'entreprises, mais aussi la viabilité et l'évolutivité des entreprises dirigées par des jeunes à travers le continent.

3.2 Lacunes en matière de compétences et de connaissances

Un obstacle majeur identifié par les jeunes dans les 14 pays est le déficit persistant de compétences et de connaissances entrepreneuriales pertinentes. Ce défi se manifeste à la fois dans les secteurs d'activité traditionnels et dans les domaines émergents, tels que les emplois verts et l'économie collaborative. L'étude révèle un décalage important entre les systèmes d'éducation formelle et les besoins pratiques de l'entrepreneuriat, seuls 40 % des répondants déclarant que leur éducation les avait suffisamment préparés à la création d'entreprise (voir figure 4).

L'éducation pour préparer les jeunes à l'entrepreneuriat



Un obstacle majeur réside dans le déficit persistant de compétences et de connaissances entrepreneuriales pertinentes. Les recherches révèlent un décalage important entre les systèmes d'éducation formelle et les besoins pratiques de l'entrepreneuriat, comme l'a souligné un répondant zimbabwéen.

Figure 4 : L'éducation comme moyen de préparer les jeunes à l'entrepreneuriat (données d'enquête)

“ Je pense que nous devrions intégrer davantage d'expériences pratiques dans toutes les matières essentielles à la création d'une entreprise. Au lieu de nous concentrer excessivement sur la théorie et la lecture, nous devrions mettre l'accent sur les applications pratiques et les exemples concrets. Par exemple, la mise en place d'une boutique ou d'une entreprise fictive pourrait nous permettre de mieux comprendre ce qu'est réellement la gestion d'une entreprise. En mettant l'accent sur les aspects pratiques, nous serions mieux préparés à réfléchir de manière critique lorsque nous entrerons dans le monde réel. ”

Ce déficit de compétences représente un obstacle fondamental à l'entrepreneuriat chez les jeunes, limitant à la fois la création d'entreprises et leur viabilité dans divers secteurs économiques.

Une autre conclusion de cette étude concerne les connaissances

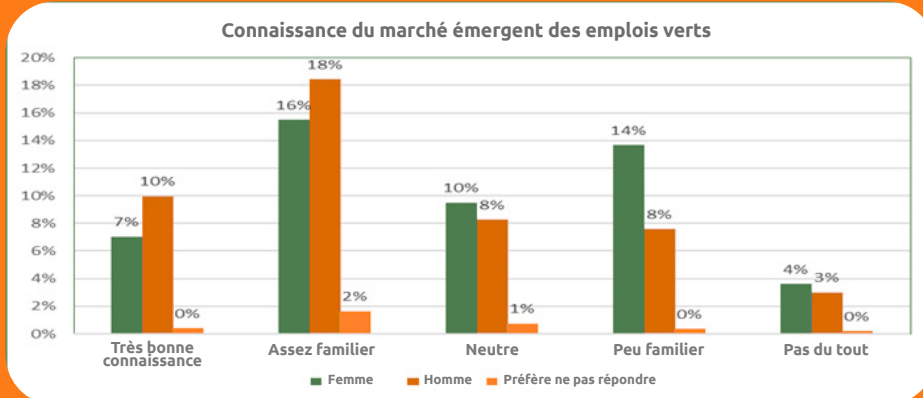


Figure 5 : Comparaison entre les sexes en matière de connaissance des marchés émergents (données d'enquête).

écart entre les jeunes concernant les nouveaux emplois verts et les marchés en pleine évolution. Les données indiquent que seuls 17 % des jeunes interrogés sont conscients des opportunités offertes par les emplois verts et les marchés en pleine mutation, comme l'illustre la figure 5.

La figure 5 met également en évidence des différences significatives entre les sexes en matière de connaissance déclarée des opportunités d'emplois verts sur les marchés émergents. Les hommes interrogés affichent une meilleure connaissance, avec 10 % qui se disent « très familiers » et 18 % « assez familiers », soit un total de 28 %. En revanche, 7 % des femmes interrogées se disent « très familières » et 16 % « assez familières », soit un total de 23 %. De plus, les femmes sont près de deux fois plus susceptibles que les hommes de ne pas être « très familières » avec ces opportunités (14 % contre 8 %). Cela indique un écart entre les sexes dans la connaissance des perspectives d'emploi vert, ce qui suggère que les femmes peuvent être confrontées à des obstacles informationnels plus importants pour accéder aux opportunités dans l'économie verte.

De plus, les barrières linguistiques aggravent encore les lacunes en matière de compétences et de connaissances. Dans des pays comme le Burundi, la prédominance des ressources commerciales et des documents d'accompagnement rédigés principalement en français ou en anglais a pour effet involontaire d'empêcher les jeunes ruraux ou moins instruits d'accéder à des informations et à des systèmes de soutien essentiels, car ils comprennent principalement leur langue maternelle, le kirundi.

L'absence de mentorat a également été soulignée. Les jeunes ont fait état du manque d'accès à des mentors ou à des réseaux expérimentés dans le domaine des affaires, en particulier dans le secteur de l'économie verte, ce qui les prive de conseils essentiels pour identifier les opportunités du marché ou relever les défis liés au démarrage d'une entreprise.



Figure 6 : Obstacles à la création d'entreprise dans les marchés émergents, données d'enquête

Les données de l'enquête amplifient fortement les conclusions qualitatives. Les réponses à la question sur les obstacles à la création d'entreprise dans les marchés émergents sont résumées dans la figure 6. Plutôt que d'identifier un seul problème dominant, les résultats mettent en lumière un défi structurel plus large.

Les jeunes se lancent dans l'entrepreneuriat sans disposer des compétences fondamentales, des connaissances contextuelles ou des systèmes de soutien indispensables à leur réussite. La combinaison de la pénurie de compétences, de l'accès limité à des conseils pratiques et de l'absence de cadres de mentorat constitue un obstacle cumulatif qui freine l'entrepreneuriat des jeunes à travers le continent.

3.3 Obstacles structurels et institutionnels

Les recherches ont révélé que l'environnement réglementaire et institutionnel pose des défis importants aux jeunes entrepreneurs. De nombreux jeunes ont décrit le processus de création d'entreprise comme ralenti par l'inefficacité bureaucratique, citant les retards dans l'octroi des licences et des autorisations par les agences, l'Agence burundaise de développement est apparu comme un exemple typique. Ces obstacles procéduraux augmentent le temps et le coût de lancement des entreprises, décourageant ainsi beaucoup de personnes de formaliser leur activité.

La médiocrité des infrastructures, notamment les coupures d'électricité fréquentes et les transports peu fiables, perturbe souvent les activités commerciales, en particulier pour ceux qui sont impliqués dans les chaînes d'approvisionnement de produits verts, où la régularité de l'approvisionnement et la logistique sont cruciales.

Parmi les exemples cités, on peut citer l'agriculture biologique, la collecte et le recyclage des déchets, la distribution de compost et les initiatives d'emballage durable, qui dépendent toutes fortement d'un transport rapide et d'un accès fiable à l'énergie pour maintenir la qualité des produits et le flux opérationnel. En outre, les entreprises informelles dirigées par des jeunes sont souvent confrontées à des obstacles juridiques et ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle, ce qui limite leur capacité à accéder à un soutien financier officiel ou à se développer efficacement.

Les résultats de l'enquête présentés dans la figure 7 indiquent l'existence de politiques défavorables et de réglementations strictes, puisque 16 % des personnes interrogées ont identifié les politiques commerciales défavorables comme un obstacle majeur à la création d'entreprise, et 16 % ont cité les réglementations gouvernementales comme un défi majeur sur les marchés émergents.



Figure 7 : Défis rencontrés par les jeunes lors du lancement d'une entreprise

Ces pourcentages indiquent que près d'un entrepreneur sur six perçoit les politiques et les réglementations comme un des obstacles majeurs.

Ce rapprochement entre les obstacles bureaucratiques et la faiblesse des politiques publiques révèle un écart critique. Malgré des politiques visant ostensiblement à soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes, beaucoup de jeunes considèrent ces cadres comme restrictifs plutôt que favorables. Les résultats révèlent que les mécanismes de soutien institutionnels manquent de réactivité et d'efficacité pour répondre aux besoins dynamiques des start-ups dirigées par des jeunes, en particulier dans les secteurs émergents tels que l'entrepreneuriat vert.

Un jeune Nigérian a bien résumé cette frustration à plusieurs niveaux, en particulier dans le domaine du numérique et du commerce électronique, en déclarant :

« C'est difficile, c'est presque comme si tout jouait contre nous, surtout en tant que Nigériens. »

Ce schéma souligne la nature systémique et interdépendante des défis auxquels sont confrontés les jeunes entrepreneurs.

3.4 Contraintes motivationnelles et manque de confiance

Même dans les contextes où les opportunités et les ressources sont présentes, le manque de confiance et de facteurs de motivation continue de limiter l'engagement des jeunes dans l'entrepreneuriat. Les données qualitatives révèlent que de nombreux jeunes sont freinés par un manque de confiance et une fatigue émotionnelle découlant de défis systémiques.

Les jeunes des 14 pays interrogés craignent souvent l'échec, comme l'indiquent 20 % des répondants, principalement en raison des risques financiers liés au lancement d'une entreprise. La perte potentielle de ressources limitées et la crainte d'être ridiculisés en public les dissuadent de se lancer dans des projets entrepreneuriaux. Cette crainte est exacerbée par le manque de modèles locaux et d'exemples de réussite, ce qui rend difficile pour les jeunes de considérer l'entrepreneuriat comme une option viable ou attrayante.

On peut constater que les obstacles systémiques externes influencent profondément ces contraintes liées à la motivation et à la confiance. La perception largement répandue du soutien institutionnel faible et de politiques inefficaces démotive considérablement les jeunes entrepreneurs dans les 14 pays. Les jeunes considèrent que les politiques gouvernementales actuelles sont inefficaces pour soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes ; seuls 11 % des répondants les ont jugées « très efficaces », comme l'indique la figure 8.

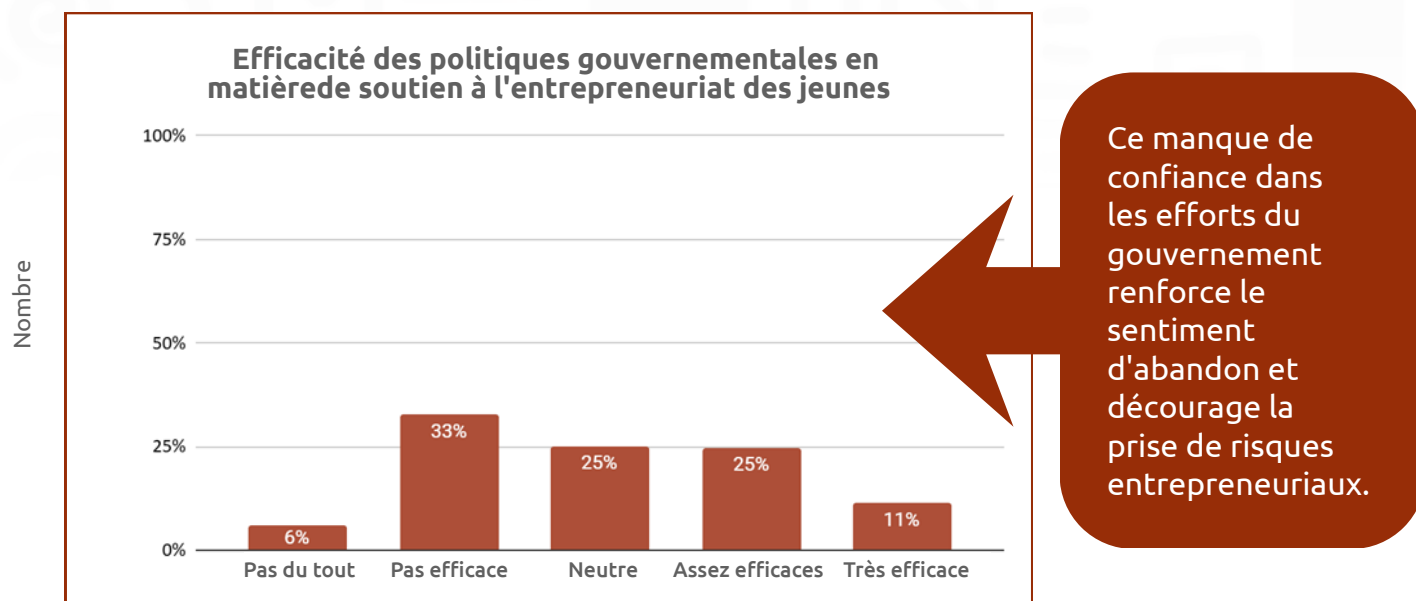


Figure 8 : Efficacité des politiques gouvernementales dans le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes (données d'enquête)

3.5 Exclusion sociale et identitaire

L'identité sociale et les normes culturelles créent des obstacles supplémentaires à l'entrepreneuriat chez les jeunes, en particulier chez les jeunes femmes. Elles sont souvent victimes de discrimination lorsqu'elles cherchent à obtenir un crédit, à négocier des contrats et à travailler dans des domaines dominés par les hommes, tels que la construction et les énergies renouvelables. Ces préjugés sapent leur confiance et limitent leurs opportunités, rendant plus difficile la création ou la pérennisation d'une entreprise.

Les jeunes handicapés sont également victimes d'exclusion en raison de l'inaccessibilité des infrastructures et de leur inclusion limitée dans les programmes d'entrepreneuriat traditionnels. Leurs besoins sont souvent négligés, ce qui les prive du soutien et des ressources nécessaires pour participer de manière significative à la vie économique.

Les attentes culturelles et familiales constituent un frein supplémentaire à l'entrepreneuriat. Dans de nombreuses communautés, l'entrepreneuriat n'est pas considéré comme une voie professionnelle fiable. Les jeunes ont régulièrement déclaré se sentir poussés à poursuivre des études universitaires plutôt que de se lancer dans des projets entrepreneuriaux, ce qui se traduit par un manque d'encouragement et de soutien de la part de leur famille au cours des premières étapes de l'entrepreneuriat.

Ces obstacles mettent en évidence la manière dont l'exclusion sociale, les normes de genre et les perceptions culturelles continuent de façonner et de limiter l'entrepreneuriat chez les jeunes.

4. Facteurs contribuant à la croissance du secteur économique grâce à l'entrepreneuriat des jeunes

Pour comprendre l'impact de l'entrepreneuriat des jeunes sur la croissance économique, il est essentiel de distinguer deux concepts clés : les moteurs et les catalyseurs. Tous deux jouent un rôle crucial dans cette relation, mais leur fonctionnement est différent.

Les moteurs sont les forces qui motivent et inspirent les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat. Ils servent de forces motrices ou de catalyseurs dont les actions et le leadership font avancer les initiatives, influencent les résultats ou créent un impact (Capstera, 2025). Il peut s'agir du besoin d'emploi ou du désir d'indépendance. Les moteurs répondent à la question : « Qu'est-ce qui pousse les jeunes à devenir entrepreneurs ? »

4.1 Facteurs moteurs de l'entrepreneuriat chez les jeunes

4.1.1 L'entrepreneuriat des jeunes motivé par la nécessité en réponse au chômage.

Dans toute l'Afrique, le cumul du chômage et de la pauvreté stimule l'entrepreneuriat chez les jeunes, poussant nombre d'entre eux à trouver des solutions innovantes aux défis économiques. Les opportunités d'emploi formel étant rares, la nécessité stimule souvent la créativité et l'ambition (OIT, 2020; Banque mondiale, 2019). Dans une enquête menée dans 10 des 14 pays, les personnes interrogées ont indiqué que la recherche d'un emploi stable alimentait une nouvelle génération d'entrepreneurs qui développent des entreprises pour répondre aux besoins immédiats de leur communauté.

Au sujet de leurs motivations, un participant burkinabé a fait remarquer : « Certains sont motivés par la passion, tandis que d'autres sont poussés par le chômage », soulignant l'interaction entre aspiration et nécessité dans l'entrepreneuriat, comme le suggèrent Klyver et al. (2013). Une participante tanzanienne a également partagé son point de vue. Les facilitateurs de l'entrepreneuriat chez les jeunes comprennent l'accès au développement des

compétences, aux outils numériques, au financement, au mentorat, à l'exposition au marché et aux politiques de soutien. Ils répondent à la question suivante : « Qu'est-ce qui aide les jeunes entrepreneurs à réussir et à contribuer à l'économie ? »

En fin de compte, les moteurs créent un besoin et une dynamique, tandis que les facilitateurs fournissent les bases et les outils nécessaires à l'épanouissement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, ce qui fait d'eux des contributeurs essentiels à la croissance économique inclusive.

« Je vends des légumes au marché. Parfois, je prépare et vends des mandazi[1] le matin. Ces activités me permettent de subvenir à mes besoins et à ceux de mon petit frère. »

L'intersection entre les pressions économiques et les aspirations éducatives est donc un puissant moteur derrière les initiatives entrepreneuriales.

4.1.2 Disponibilité des programmes d'entrepreneuriat

Avec 40 % des jeunes estimant que l'éducation les prépare « très bien » à l'entrepreneuriat, les espaces d'apprentissage jouent un rôle essentiel. Les universités en Tunisie, au Burkina Faso et au Ghana offrent non seulement un enseignement supérieur, mais organisent également des concours d'innovation et hébergent des pôles écologiques, soutenant ainsi la croissance des jeunes entrepreneurs. Une participante du Burundi a souligné que « les écoles enseignent désormais les bases de l'entrepreneuriat ». Cette intégration dans les programmes scolaires, associée à des initiatives telles que le PAEEJ au Burundi et le MacDan Youth Entrepreneurship Challenge au Ghana, renforce encore le soutien apporté aux entrepreneurs en herbe.

[5] est un type de pain frit sucré ou de pâtisserie semblable à un beignet originaire d'Afrique de l'Est, préparé à partir d'une pâte comprenant généralement de la farine, du sucre, de la levure, du lait (souvent du lait de coco) et des épices comme la cardamome, puis frit pour obtenir une texture moelleuse.

4.1.3 Plateformes numériques pour le commerce électronique

Ces dernières années, les plateformes numériques ont transformé le paysage entrepreneurial pour les jeunes en Afrique (Ajide & Osinubi, 2023). Ces plateformes réduisent les obstacles à l'entrée pour les jeunes entrepreneurs en offrant des avantages financiers significatifs, permettant aux start-ups de prospérer avec peu ou pas d'investissement initial et une charge fiscale réduite. Un répondant burundais a souligné : « Les ventes en ligne sont rentables pour le moment, car elles sont moins coûteuses et ne sont soumises à aucune taxe. » Cette transition vers le commerce numérique a ouvert la voie à de futurs entrepreneurs et stimulé la croissance des entreprises dirigées par des jeunes dans un contexte économique difficile.

4.1.4 Potentiel des marchés émergents (économie verte et économie des petits boulots)

L'émergence de l'économie verte a fourni un terrain fertile à cette nouvelle vague d'innovateurs, motivés par un équilibre entre ambition personnelle, de responsabilité sociale et conscience environnementale (Gangiah, 2024). Lorsque les répondants ont été interrogés sur leurs motivations pour se lancer dans l'économie verte et, plus largement, dans l'entrepreneuriat des jeunes, leurs réponses ont révélé une riche mosaïque d'inspiration et de détermination.

Un répondant originaire de Sierra Leone a déclaré :

« Oui, j'y ai pensé... mais cela ne peut se faire que si les opportunités se présentent. Je me suis inspiré de ma passion pour un environnement sûr. »

Une participante nigériane a quant à elle déclaré :

« Constater l'impact de la pollution plastique et savoir que des millions de femmes n'avaient pas accès à des produits menstruels sûrs m'a poussée à développer une alternative biodégradable à base de fibres végétales. »

Un autre jeune du Burundi a déclaré : *« Ma passion pour l'art et la nature m'a poussé à m'intéresser à la question des déchets et à la demande de produits uniques. »*

Cette étude a permis de mettre en évidence que l'enthousiasme pour l'entrepreneuriat vert est également soutenu par des initiatives soutenues par le PNUD, telles que le projet Néré au Burkina Faso, qui a permis aux jeunes de s'engager dans l'entrepreneuriat vert. Faisant écho à ces observations qualitatives, les résultats de l'enquête révèlent que 47 % des jeunes « sont d'accord » pour dire que les marchés émergents, tels que les emplois verts, offrent des opportunités viables pour l'entrepreneuriat.

4.1.5 Indépendance financière

Huit des 14 pays ont déclaré qu'ils encourageaient l'entrepreneuriat chez les jeunes afin de leur permettre d'atteindre l'indépendance financière et de relever les défis de la vie quotidienne. Dans tous ces pays, les jeunes ont souligné à plusieurs reprises que l'autonomie financière était essentielle pour leurs ambitions entrepreneuriales. Comme l'a affirmé une participante camerounaise : *« Nous ne pouvons rien faire si nous ne sommes pas financièrement indépendants. »* De même, un participant ghanéen a déclaré : *« Les jeunes veulent être financièrement indépendants tout en relevant les défis de la vie quotidienne. »* Ces témoignages révèlent à quel point le désir d'autosuffisance et la détermination à trouver des solutions dans leurs communautés incitent de nombreux jeunes Africains à se lancer dans des projets entrepreneuriaux.

4.1.6 Développement des compétences interpersonnelles. (Valeur pour soi-même et pour les autres)

Les jeunes entrepreneurs ont souligné que la réussite de leur parcours entrepreneurial reposait sur leur engagement à développer des qualités interpersonnelles, telles que la conscience de soi, la résilience, la patience et, surtout, une orientation vers la création de valeur pour les autres. Par exemple, une femme interrogée au Cameroun a décrit *« l'importance de la concentration et de la conscience de soi, en soulignant la nécessité de rester fidèle à ses objectifs personnels »*. Au Burkina Faso, une autre femme interrogée a fait remarquer : *« Dans les affaires, il faut rester résilient et faire preuve de courage. Il ne faut jamais abandonner quand on tient à quelque chose. »* La patience a été soulignée à plusieurs reprises par une femme interrogée en Sierra Leone, qui a expliqué : *« Créer une entreprise demande de la patience. »*

Il est significatif de constater que l'idée la plus marquante ait été la prise de conscience que l'entrepreneuriat ne concerne pas seulement la réussite personnelle, mais aussi le bien-être de la communauté au sens large. Un participant ghanéen a déclaré :

« La plus grande leçon que j'ai tirée est d'avoir appris comment créer de la valeur pour les autres en utilisant mes compétences, et comment cela, en retour, crée de la valeur pour moi. » Cette perspective met en évidence une leçon essentielle : en se concentrant sur la résolution de problèmes concrets et le service aux autres, les jeunes chefs d'entreprise ont constaté que leur croissance et leurs opportunités se multipliaient.

Cela montre que, même si de nombreux jeunes en sont encore à découvrir les emplois verts et les marchés émergents, ils font preuve d'un enthousiasme et d'une confiance évidents dans leur potentiel. Les jeunes considèrent les emplois verts comme des opportunités prometteuses pour l'entrepreneuriat et la croissance économique, même si leurs connaissances actuelles dans ces domaines sont limitées. Cet optimisme laisse présager une base solide pour un engagement et des investissements futurs dans les secteurs verts.

4.2 Facteurs favorisant la croissance du secteur économique grâce à l'entrepreneuriat des jeunes

4.2.1 Autonomisation financière

L'autonomisation financière est essentielle pour l'entrepreneuriat des jeunes et la croissance économique générale dans 14 pays. Les jeunes soulignent la nécessité d'avoir accès à des financements, à l'indépendance financière et à des connaissances en matière d'investissement afin de créer des entreprises durables. L'autonomisation des jeunes grâce à des mécanismes tels que des programmes de financement adaptés aux jeunes et le financement vert permettrait d'augmenter les chances de créer des entreprises viables qui contribuent aux économies locales. Des mesures de soutien telles que des allègements fiscaux et une réduction des droits d'importation pour les startups vertes sont également considérées comme essentielles. Les données quantitatives montrent que 22 % des jeunes ont identifié l'accès au financement comme le soutien le plus bénéfique, tandis que 27 % ont classé le soutien financier comme la contribution clé du gouvernement au développement des start-ups (voir figure 9).

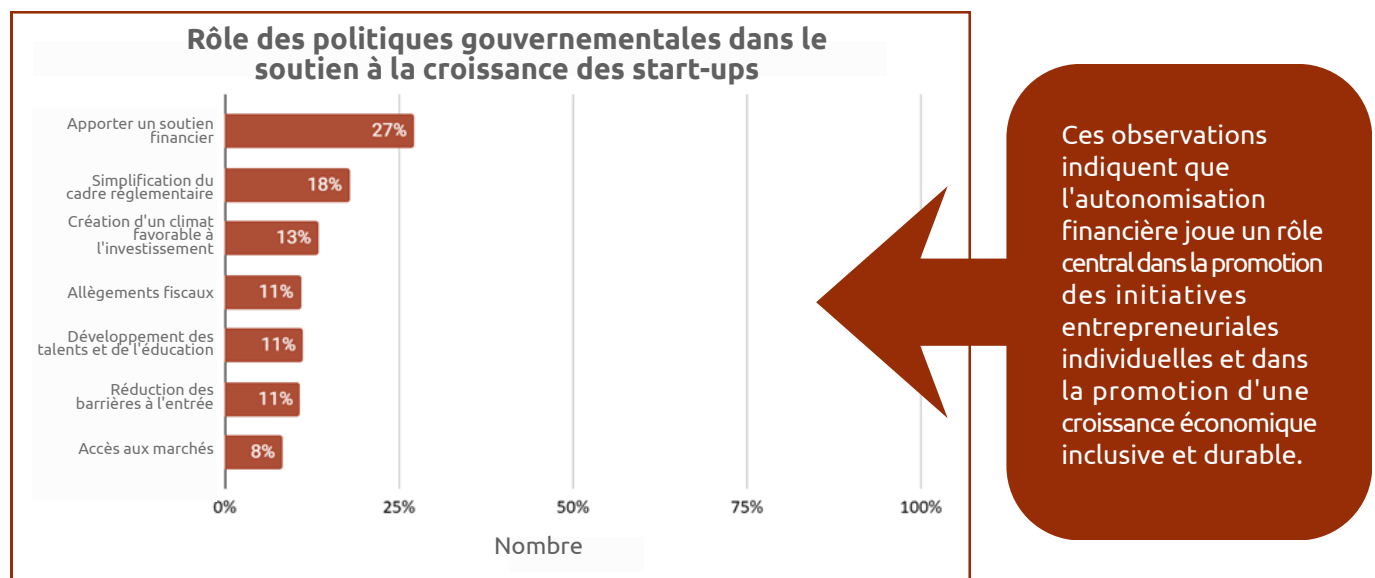


Figure 9 : Le rôle du gouvernement dans le soutien à la croissance des start-ups

De plus, des études universitaires confirment que l'accès perçu au financement renforce considérablement les attitudes, les capacités et les intentions entrepreneuriales des jeunes, en particulier dans les contextes où l'éducation financière est également encouragée (Svotwa et al., 2022). De même, les publications issues d'une étude menée dans plusieurs pays d'Afrique soulignent le lien positif entre l'inclusion financière et la création d'entreprises par des jeunes, en insistant sur le fait que l'accès à des services financiers peut permettre à un plus grand nombre de jeunes d'entrer dans le monde de l'entrepreneuriat et d'y prospérer (Ajide, 2020).

4.2.2 L'éducation à l'entrepreneuriat comme catalyseur fondamental

L'éducation à l'entrepreneuriat est essentielle à la croissance économique, d'autant plus que les jeunes des 14 pays concernés réclament un apprentissage pratique, fondé sur l'expérience. Ils préconisent que les systèmes éducatifs africains accordent la priorité à des compétences telles que la culture numérique, la formation professionnelle et le développement commercial afin d'aider les étudiants à créer des entreprises génératrices de revenus et à stimuler l'innovation. Cette approche rejoint les conclusions de Gwija, Eresia-Eke et Iwu (2014), qui soulignent que l'éducation pratique à l'entrepreneuriat améliore la préparation des jeunes et la réussite des entreprises. La nécessité de renforcer et de déstigmatiser la formation professionnelle a été soulignée, les jeunes insistant sur le fait qu'elle devrait être valorisée au même titre que les diplômes universitaires et adaptée aux exigences du marché du travail. Sivotwa et al. (2022) soutiennent l'idée qu'une éducation adaptée favorise l'esprit d'entreprise.

Les jeunes ont également insisté sur l'importance d'intégrer l'innovation et l'entrepreneuriat dans l'éducation, proposant la création de laboratoires d'innovation, d'espaces de création et d'initiatives écologiques qui favorisent la créativité et la durabilité. La demande d'environnements d'apprentissage plus inclusifs, où les étudiants peuvent expérimenter des idées et bénéficier d'un mentorat, était claire, car ils estiment que l'alignement de l'éducation sur les compétences entrepreneuriales peut libérer le potentiel économique de l'Afrique.

4.2.3 Soutien politique et institutionnel

Dans les 14 pays étudiés, les jeunes ont unanimement souligné qu'un soutien politique et institutionnel efficace est essentiel pour favoriser l'entrepreneuriat chez les jeunes et, par extension, la croissance économique en général. Des données quantitatives ont confirmé la nécessité d'un soutien ciblé. La figure 10 présente le point de vue des jeunes sur le rôle du gouvernement dans le soutien aux startups, indiquant des priorités claires en matière de simplification réglementaire et d'aide financière.



Figure 10 : Rôle du gouvernement dans le soutien aux start-ups

Les répondants ont principalement évoqué le soutien financier (27 %) et l'accès au financement (22 %) comme les formes d'aide les plus bénéfiques. Bien que moins explicitement mentionnée, l'importance globale du développement des politiques et des écosystèmes a été fortement suggérée par ces appels constants en faveur d'environnements plus propices.

L'appel à des changements politiques s'aligne directement sur les recommandations du Guide des politiques de la CNUCED[1] et du Commonwealth sur l'entrepreneuriat des jeunes, qui préconise la simplification de l'enregistrement des entreprises, l'intégration de l'entrepreneuriat dans la politique éducative et l'offre d'incitations pour les startups dirigées par des jeunes et respectueuses de l'environnement (Mugione et al., 2023 ; OCDE, 2017).

La littérature indique que les jeunes réclament la création de plateformes d'engagement qui leur permettent de participer activement à l'élaboration des politiques, d'accéder à des possibilités de mentorat et d'entrer en contact avec des systèmes de soutien, en étant reconnus comme des partenaires plutôt que comme de simples bénéficiaires (Blackburn & Gamble, 2024).

[6] Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Par conséquent, les réformes politiques et institutionnelles ciblées et adaptées aux jeunes ne sont pas seulement des mesures de soutien; elles constituent des catalyseurs fondamentaux pour une transformation économique durable. En favorisant l'entrepreneuriat chez les jeunes grâce à des mesures politiques et institutionnelles, les gouvernements peuvent transformer l'innovation des jeunes en moteurs tangibles du développement national.

4.2.4 Visibilité et renforcement des capacités

Pour accélérer la croissance économique, il faut libérer tout le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes grâce à l'exposition et à des partenariats stratégiques. Dans les 14 pays, les jeunes ont souligné que ces éléments étaient essentiels pour transformer leurs idées en entreprises durables ayant un impact économique plus large. Ce point de vue correspond à celui du rapport de l'initiative Youth Co: Lab du PNUD (2023), qui affirme que l'exposition aux écosystèmes entrepreneuriaux par le biais de stratégies nationales, de formations et de partenariats internationaux renforce considérablement la capacité des jeunes à contribuer à une croissance économique inclusive.

Les jeunes font preuve de créativité et d'esprit d'entreprise, mais sont confrontés à des lacunes en matière de réseaux, de mentorat et de visibilité.

Les partenariats stratégiques, en particulier les privés comme les pôles d'innovation soutenus par les télécommunications, sont essentiels pour combler ces lacunes. Ils fournissent des ressources, facilitent le transfert de connaissances et mettent en relation les jeunes entrepreneurs aux opportunités. Aspyee (2022) souligne que les stages structurés dans l'industrie et les partenariats avec le secteur privé permettent aux jeunes d'acquérir des compétences et de se constituer des réseaux qui font souvent défaut dans l'enseignement traditionnel. Les résultats de la recherche ont indiqué que 19% des jeunes accordent la priorité formation et le mentorat, tandis que 15 % mettent l'accent sur les opportunités d'accès au marché. L'exposition aux dynamiques fondamentales du marché, aux données pertinentes et aux informations est un facteur crucial pour favoriser l'entrepreneuriat chez les jeunes dans les marchés émergents.

Le rapport de l'OCDE intitulé « Libérer le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays en développement : de la subsistance à la performance » (2017) souligne que le manque d'informations sur les marchés et de conseils stratégiques entrave la compétitivité des jeunes entrepreneurs. Les collaborations internationales, l'apprentissage transfrontalier et la participation à des plateformes régionales sont considérés comme essentiels pour s'adapter à l'évolution des économies et renforcer la résilience des entreprises. La littérature spécialisée soutient qu'une visibilité accrue, le renforcement des capacités et une entrée en confiance sur le marché permettent aux entreprises dirigées par des jeunes de stimuler l'innovation, de créer des emplois et d'intégrer les économies africaines dans les chaînes de valeur régionales et mondiales (Obuya & Moronge, 2022).

4.2.5 Médias, sensibilisation et acceptation sociale

Les médias, imprégnés de narration et de divertissement, influencent considérablement la perception qu'ont les jeunes de l'entrepreneuriat (Edoro, 2023). Les personnes interrogées dans les 14 pays ont affirmé le rôle essentiel des médias dans la transformation des perceptions et le renforcement du soutien à l'innovation menée par les jeunes. Il est essentiel de mettre en avant à la fois les réussites et les défis concrets par le biais du « ludo-éducatif » pour sensibiliser et faire comprendre les secteurs émergents. Les participants ont souligné l'importance de tirer parti des plateformes visuelles et numériques, en particulier pour les entreprises axées sur la durabilité. Une utilisation efficace des réseaux sociaux améliore la visibilité et l'attrait de la marque (Europe et al., 2025). Une formation à la culture numérique et la création collaborative de contenu sont nécessaires pour amplifier la portée. Il est recommandé de simplifier les idées complexes et de s'associer à des professionnels des médias. La technologie, associée à l'image de marque numérique, aide à surmonter les barrières du marché (Mumi et al., 2025) et à attirer le soutien, normalisant ainsi la participation des jeunes.

[6] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

5. Recommandations

Recommandations	Vision commune UA-UE Pilier(s)
1. Encourager l'entrepreneuriat vert mené par les jeunes grâce à des allègements fiscaux, au financement vert et au soutien aux éco-innovations dans des secteurs tels que l'agriculture, le recyclage et les énergies renouvelables.	Transition verte et accès à l'énergie
2. Intégrer les compétences vertes, la gestion responsable de l'environnement et l'entrepreneuriat climatique à tous les niveaux de l'éducation formelle et informelle.	Transition verte et accès à l'énergie
3. Promouvoir les médias numériques et la narration d'histoires animés par les jeunes afin de mettre en avant les opportunités de l'économie verte et de faire évoluer les mentalités vers la durabilité	Transition verte et accès à l'énergie
4. Élargir l'accès des jeunes au financement grâce à des subventions adaptées aux jeunes, à des facilités de crédit accessibles et à des programmes ciblés de sensibilisation à l'investissement.	Intégration économique et investissement
5. Intégrer une formation à l'entrepreneuriat pratique et axée sur le marché et déstigmatiser la formation professionnelle dans les programmes d'enseignement secondaire et supérieur.	Intégration économique et investissement
6. Simplifier les procédures d'enregistrement des entreprises et les processus réglementaires pour les entreprises dirigées par des jeunes et favoriser les partenariats public-privé pour l'accès au marché.	Intégration économique et investissement

6. Conclusion

Cette étude met en évidence le potentiel considérable de l'entrepreneuriat des jeunes pour stimuler la croissance économique et le développement durable à travers l'Afrique, en particulier dans les secteurs émergents tels que l'économie verte. Les jeunes font preuve d'une compréhension nuancée de l'entrepreneuriat, qu'ils associent à la résolution de problèmes, à l'indépendance financière et à la contribution à la société. Leurs perspectives révèlent une approche pragmatique des affaires, façonnée par leurs expériences vécues et les défis locaux. L'entrepreneuriat est considéré comme un moyen de répondre aux besoins de la communauté, de favoriser l'innovation et de créer des opportunités d'emploi, ce qui correspond aux tendances générales observées dans la littérature (Agyapong & Boateng, 2017; Banque mondiale, 2020).

Il convient de noter que les jeunes reconnaissent de plus en plus les emplois verts et les éco-innovations comme des voies entrepreneuriales viables. Du recyclage des déchets industriels aux initiatives en matière d'énergie solaire, les jeunes identifient et exploitent activement ces opportunités comme des mécanismes doubles permettant de lutter contre la dégradation de l'environnement tout en créant des moyens de subsistance durables. Cela démontre leur prise de conscience et leur enthousiasme pour l'alignement de l'entrepreneuriat sur l'action climatique.

Obstacles à l'entrepreneuriat chez les jeunes

Malgré cette volonté entrepreneuriale, de nombreux obstacles limitent la capacité des jeunes à transformer leurs idées en entreprises durables. Les obstacles financiers apparaissent comme la contrainte la plus importante, qu'il s'agisse de l'accès au capital de démarrage ou de la viabilité à long terme des entreprises. Les jeunes entrepreneurs sont confrontés à des coûts de démarrage prohibitifs, à des garanties limitées pour les prêts, à des droits d'importation élevés et à des exigences complexes en matière de licences. Ces obstacles sont souvent amplifiés pour les jeunes femmes, qui sont confrontées à des préjugés sexistes et à des restrictions en matière de propriété foncière, ce qui met en évidence les inégalités structurelles (Enterprise Research Centre, 2014).

Le manque de compétences et de connaissances limite également la réussite entrepreneuriale. Si l'éducation est valorisée, elle est souvent trop théorique, insuffisamment pratique et mal adaptée au contexte commercial réel. Les jeunes déclarent avoir peu accès à la formation à l'entrepreneuriat, à l'éducation financière, à la rédaction de propositions et aux études de marché, ainsi qu'à des conseils adéquats sur les secteurs émergents tels que les emplois verts. En outre, le manque de mentorat et les barrières linguistiques limitent l'accès aux connaissances et aux ressources, en particulier pour les jeunes ruraux et moins éduqués. Sans compétences pratiques ni réseaux de soutien, les jeunes entrepreneurs ont du mal à naviguer dans les complexités du lancement et du maintien d'entreprises viables.

Les contraintes structurelles et institutionnelles aggravent encore ces difficultés. L'inefficacité bureaucratique, la faiblesse des cadres réglementaires et la médiocrité des infrastructures créent un environnement dans lequel les jeunes entrepreneurs doivent faire face à des retards, à des coupures d'électricité, à des transports peu fiables et à un accès limité au marché. Ces obstacles systémiques sapent la confiance, dissuadent la formalisation des entreprises et exacerbent la mentalité d'aversion au risque qui prévaut chez les jeunes. Des facteurs motivationnels et psychosociaux, notamment la peur de l'échec, le manque de confiance et la visibilité limitée des modèles, limitent encore davantage l'engagement dans des activités entrepreneuriales.

Les jeunes perçoivent les politiques gouvernementales comme largement inefficaces, seule une minorité d'entre eux les jugeant favorables, ce qui reflète la nécessité de mettre en place des cadres politiques réactifs et centrés sur les jeunes. L'exclusion sociale et identitaire persiste également, les femmes, les jeunes handicapés et les groupes culturellement marginalisés étant victimes de discrimination et bénéficiant d'un soutien limité. Ces obstacles structurels, motivationnels et sociaux combinés démontrent la nature multiforme des défis auxquels est confronté l'entrepreneuriat des jeunes et soulignent la nécessité d'interventions globales et intégrées.

Facteurs et catalyseurs de l'entrepreneuriat chez les jeunes

La recherche identifie les principaux moteurs et facilitateurs susceptibles de catalyser l'entrepreneuriat des jeunes et, par extension, la croissance du secteur économique. La nécessité de trouver un emploi et l'indépendance financière sont les principales motivations qui encouragent les jeunes à développer des solutions innovantes dans des contextes de chômage élevé. En outre, l'existence de programmes d'entrepreneuriat, de plateformes numériques pour le commerce électronique et d'opportunités sur les marchés émergents, en particulier dans les secteurs de l'économie verte et de l'économie collaborative, incite davantage à l'activité entrepreneuriale.

Les résultats révèlent que les jeunes sont motivés non seulement par la nécessité économique, mais aussi par le désir de créer de la valeur sociale, de relever les défis environnementaux et de développer des compétences interpersonnelles telles que la résilience, la patience et la conscience de soi. Ces facteurs mettent en évidence les motivations intrinsèques et extrinsèques qui façonnent le comportement entrepreneurial des jeunes, ainsi que le potentiel des entreprises dirigées par des jeunes à apporter une contribution significative au développement économique.

Les facilitateurs jouent un rôle clé dans la transformation du potentiel entrepreneurial en résultats durables en fournissant les ressources et le soutien essentiels. L'autonomisation financière grâce à des prêts, des subventions et une éducation à l'investissement adaptés aux jeunes est fondamentale. L'éducation à l'entrepreneuriat, avec des programmes pratiques et axés sur le marché, dote les jeunes des compétences dont ils ont besoin, tandis que le soutien politique rationalise les processus et favorise l'engagement. La visibilité, le renforcement des capacités et les partenariats stratégiques améliorent l'accès aux marchés et au mentorat. Les initiatives médiatiques modifient également les perceptions de la société et encouragent la participation des jeunes à l'entrepreneuriat.

Partenariats et approches intégrées

Les conclusions renforcent le partenariat entre l'entrepreneuriat des jeunes, la création d'emplois verts et la croissance économique durable. Elles soulignent l'importance vitale d'adopter des approches intégrées qui combinent des mécanismes de soutien financiers, éducatifs, institutionnels et sociétaux. L'accent mis par le partenariat UA-UE sur les énergies renouvelables, le développement des compétences vertes et l'autonomisation des jeunes correspond étroitement aux aspirations et aux capacités des jeunes entrepreneurs africains.

En encourageant l'innovation menée par les jeunes, en élargissant l'accès aux ressources et en créant des environnements politiques favorables, les parties prenantes peuvent libérer le potentiel des jeunes Africains en tant que moteur de la croissance économique inclusive, de la durabilité environnementale et de la transformation sociale. En fin de compte, cette recherche démontre que des interventions ciblées s'attaquant à la fois aux obstacles et aux facteurs favorables peuvent faire de l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier dans l'économie verte, un puissant levier pour le développement économique, la création d'emplois et la résilience sociétale à long terme sur tout le continent.

Références

Agyapong, G.K. et Boateng, R. (2017) « Le rôle de l'entrepreneuriat des jeunes dans la croissance économique: preuves issues du Ghana », *Journal of Business and Economics*, 8(2), pp. 123-134.

Ajide, F.M. (2020) « L'inclusion financière en Afrique : favorise-t-elle l'entrepreneuriat ? », *Journal of Financial Economic Policy*, 12(4), pp. 687-706. doi:10.1108/JFEP-08-2019-0159.

Ajide, F.M. et Osinubi, T.T. (2023) « Digital technology usage and entrepreneurship in Africa », *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 15(7), pp. 817–830. doi:10.1080/20421338.2023.2209476.

Blackburn, R. et Gamble, J. (2024) *Youth Entrepreneurship: Contemporary Challenges and Ways Forward*. Liverpool : École de gestion de l'université de Liverpool.

Edoro, M. (2023) « L'éducativité pour avoir un impact : impliquer la jeunesse africaine à travers les médias », LinkedIn.

Europe, K. et al. (2025) « Leveraging social media and digital marketing to enhance youth entrepreneurship success », *International Journal of Research and Innovation in Social Science*, 9(2), pp. 45–60.

Gangiah, S. (2024) « ThriveZA – Encourager l'entrepreneuriat durable chez les jeunes Sud-Africains : une analyse », *African Journal of Inter/Multidisciplinary Studies*, 6(1), pp. 1-15. Disponible à l'adresse: <https://ojs.sabinet.co.za/index.php/ajims/article/view/1941> (consulté le 4 août 2025).

Gwija, S.A., Eresia-Eke, C.E. et Iwu, C.G. (2014) « The link between entrepreneurship education and business success: Evidence from youth entrepreneurs in South Africa », *Journal of Economics*, 5(2), pp. 165–175.

ICR Facility (2023) *Réformes de l'environnement des affaires pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes: études de cas dans les pays ACP*.

OIT (2020) *Les jeunes et la COVID-19 : impact sur l'emploi et l'éducation*. Genève : Organisation internationale du travail. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/global/topics/youth-employment/publications/WCMS_753026/lang-en/index.htm (Consulté le 6 août 2025).

OIT (2023) *Les emplois verts pour les jeunes : opportunités et défis*. Genève : Organisation internationale du travail.

Klyver, K., Nielsen, S.L. et Evald, M.R. (2013) « Motivations push and pull et intentions entrepreneuriales: l'effet modérateur des normes sociétales », *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 20(2), pp. 296-313. doi:10.1108/14626001311323946.

Klyver, K., Nielsen, S.L. et Evald, M.R. (2013) « Push and pull motivations and entrepreneurial intentions: The moderating effect of societal norms », *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 20(2), pp. 296–313. doi:10.1108/14626001311323946.

Mugione, F. et al. (2023) *Guide politique sur l'entrepreneuriat des jeunes*. Genève : CNUCED et Commonwealth.

Mumi, A. et al. (2025) « Libérer le potentiel des jeunes : exploiter la technologie pour surmonter les obstacles du marché », *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 14, pp. 31-48.

Obuya, D. et Moronge, M. (2022) « Intégration dans les chaînes de valeur régionales ou mondiales et perspectives d'amélioration économique : une analyse du bloc de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) », *Future Business Journal*, 8(1), pp. 1-17. Disponible à l'adresse: <https://fbj.springeropen.com/articles/10.1186/s43093-022-00141-9> (Consulté le 31 juillet 2025).

OCDE (2017) *Libérer le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays en développement: de la subsistance à la performance*. Paris : Éditions OCDE.

OCDE (2019) *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019: l'avenir du travail*. Paris: Éditions OCDE. doi:10.1787/9ee00155-en.

Ofosu-Appiah, S., Boahen, P.A.N. et Agbenyegah, A.T. (2025) « Barrières socio-écologiques à l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique subsaharienne : une revue systématique des données empiriques », *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 14, p. 32.

Restless Development (2025) *Méthodologie de recherche menée par des jeunes*. Disponible à l'adresse: <https://restlessdevelopment.org/youth-led-research/> (consulté le 30 novembre 2025).

Svotwa, T.D., Jaiyeoba, O., Roberts-Lombard, M. et Makanyeza, C. (2022) « Perception de l'accès au financement, autoefficacité entrepreneuriale, attitude envers l'entrepreneuriat, capacité entrepreneuriale et intentions entrepreneuriales : le point de vue des jeunes du Botswana », *SAGE Open*, 12(2), article 215824402210964.



Noms des jeunes chercheurs

Richard Agodzo Wiem
Akari Mohamed Almas
Irakose Ange-Raissa
Harrison Ashangwa
Cheikhna Cheikh M Fadal Ba Eliseus
Bamporineza
Violet Chifunda Veronica
Chilonga Ibrahim Joseph
Conteh Linda Dassah
Djai Pascal Dimancho
Willma Anthony Gordon
Teresa Nanday Kamara
Farah Kanbi
Linda Akitela Longole
Kwori Lodiong David Lubang Paul
Chacha Mahere
Peace Mbeiza Ashiraf
Mugalula Saidi
Namtanga
Zvikomborero Nyamugure
Atunde Ahmed Olarewaju
Diallo Sadiya
Abdoulaye Segda
Yenzile Sibanda
Hannah Silas



AU-EU
Youth Voices Lab
Power of the Collective



Cofinancé par
l'Union européenne

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre du financement d'une **subvention EuropeAid/177759/DD/ACT/Multi**. Son contenu relève de la seule responsabilité du consortium **AU-EU Youth Voices Lab - Power of the Collective** et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.